

*Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE OMYA Saki-Coume-Roujou

Chemin du Mas Fages - BP 3
66600 Salses-Le-Château

Réf : 2026-028-PR
Code AIOT : 0006601535

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2026 dans la Carrière dite « Saki-Coume-Roujou » exploitée par la société OMYA implantée sur la commune de Vingrau. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée pour respecter la fréquence minimale de contrôle définie dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir 3 ans pour cet établissement.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Le thème retenu pour cette inspection est la vérification du phasage d'exploitation et de la remise en état coordonnée à l'avancée de l'exploitation.

L'objectif de cette action est de vérifier le respect :

- de l'emprise géographique autorisée (ICPE et périmètre d'exploitation) ;
- du phasage ;
- des conditions de remise en état.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE OMYA Saki-Coume-Roujou
- lieux-dits « La Loubatière », « Trabesse de la Serre d'Espira », « Roc de Lallane », « La Feyche »

- et « Coume Roujou » 66600 Vingrau
- Code AIOT : 0006601535
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les 3 carrières exploitées par la société OMYA sur les communes de TAUTAVEL et de VINGRAU sont des exploitations de calcaire blanc destinée à la production de charges minérales pour l'industrie.

Les trois sites d'extraction de « Saki Coume Roujou », « Télévision » et « Montpeyroux », sont séparés l'un de l'autre, mais historiquement ont été réunis dans une seule autorisation délivrée initialement par l'arrêté préfectoral n°2872 du 04/11/1994, pour une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2024).

Cette autorisation a été renouvelée séparément pour les 3 sites, pour une durée de 15 ans, par les arrêtés respectivement n°2023 041-0001, n°2023 041-0002, n°2023 041-0003 du 10/02/2023.

Les autorisations portent sur une production globale maximale annuelle de 450.000 tonnes hors stériles et une production moyenne de 300.000 tonnes/an (calculée sur 10 années glissantes).

Se trouve également sur le site, à proximité de la carrière de Saki-Coume-Roujou, l'installation de premier traitement de matériaux qui a été autorisée par un arrêté séparé (n° 2873/94) mais de même date. Les prescriptions applicables à l'installation de traitement ont été mises à jour par l'arrêté du 10/08/2011 qui a supprimé les prescriptions des actes antérieurs et qui constitue l'acte administratif de référence. À noter également pour cette installation de traitement, que le bénéfice des droits acquis a été acté par courriers préfectoraux du 04/12/2013 pour les rubriques n° 2515-1b et n° 2517-2 sous le régime de l'enregistrement.

Les 3 carrières à ciel ouvert sont exploitées en fouille sèche avec reprise des matériaux abattus à l'explosif par des engins mécaniques lourds.

Les produits extraits pour la fabrication de carbonates, destinés à l'industrie et au marché des amendements agricoles, sont :

- soit traités dans une unité fixe de concassage-criblage de Vingrau pour ceux issus des zones de Coume-Roujou, de la Télévision et une partie de Montpeyroux puis transportés par camions jusqu'à l'usine de fabrication des carbonates sur Salses le Château.
- soit traités dans une unité mobile de concassage-criblage pour la deuxième partie de ceux Montpeyroux puis transportés par camions jusqu'à l'usine de fabrication des carbonates sur Salses le Château.

Les stériles et matériaux dont la qualité ne permet pas une utilisation en tant que charges minérales, sont valorisés dans une unité de concassage-criblage mobile, directement dans la zone d'exploitation ; ils sont ensuite pris en charge par la société Vaills qui les valorise sur le marché des granulats pour l'emploi sur chantiers de viabilité.

Les 3 carrières sont concernées par :

- la rubrique 2510-1 « exploitation de carrière » pour une capacité maximale de 450.000 t/an (régime d'autorisation) ;
- la rubrique 2515-1 installation de broyage concassage criblage... pour une puissance de 482 kW (régime d'enregistrement).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Les bords des excavations	AM du 22/09/1994, art 14.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Débroussaillage	AP du 10/02/2023, art 8.1.5	Demande d'action corrective	3 mois
7	Phasage	AP du 10/02/2023, art 8.1.8.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Modalités d'extraction	AP du 10/02/2023, art 8.1.8.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Intégration paysagère	AP du 10/02/2023, art 8.1.6	Demande d'action corrective	3 mois
11	Réaménagement écologique	AP du 10/02/2023, art 8.1.9.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Audit ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 9.3.2
2	Bilan Annuel	Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 9.3.1
3	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
5	Clôture pancartes bornage	Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.4
9	Cotes de fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 1.2.3
12	Traitement des fronts	Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.9.3
13	Aménagement des banquettes	Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.9.3
14	Suivi des plantations	Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 9.1.9.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant apparaît rigoureux dans le suivi de son site et dans l'application de la réglementation, avec des outils de gestion et de suivi bien en place (audits réguliers, bilan annuel complet, plans actualisés, registres de suivi). Les documents présentés sont structurés, à jour et couvrent l'essentiel des obligations réglementaires, notamment en matière de surveillance environnementale, de phasage d'exploitation et de sécurité.

Les contrôles de terrain confirment cette bonne tenue générale, avec des dispositifs opérationnels (clôtures, signalisation, limitation de vitesse, suivi des fronts) et un recours à des outils modernes (suivi par drone, relevés topographiques). Les pratiques d'exploitation sont globalement conformes, et les écarts signalés restent limités et ponctuels.

Quelques axes d'amélioration subsistent néanmoins : formalisation du plan de gestion écologique, précision du suivi du débroussaillage, amélioration de la justification du phasage (exploitation et réaménagement), ainsi que certains ajustements techniques (largeur de pistes, gestion des fronts, représentation des zones réaménagées). Ces points font l'objet de demandes ou recommandations mais ne remettent pas en cause la gestion globale du site.

En conclusion, le contrôle fait ressortir une exploitation sérieuse, maîtrisée et conforme dans son ensemble, avec une dynamique d'amélioration continue engagée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 9.3.2
Thème(s) : Autre, Audit ICPE
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés de prescriptions générales applicables est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les non-conformités relevées font l'objet d'action correctives. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications et des mesures correctives mises en place doivent être archivés au minimum 6 ans et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Le premier audit devra être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant choisi en accord avec l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.
Constats : L'exploitant présente l'audit de récolement réalisé par la société AIRCEC en 2023, ainsi qu'un tableau de suivi (format Excel) relatif au dernier audit interne réalisé le 13/03/2026. Cet audit interne met en évidence un nombre limité de non-conformités, portant notamment sur : <ul style="list-style-type: none">• l'autorisation ARS relative à l'utilisation de l'eau du forage pour des usages sanitaires ;• le suivi des bornes, clôtures et dispositifs de signalisation des dangers ;• l'absence de plan de gestion écologique formalisé ;• la réalisation d'une inspection des fronts en fin d'exploitation par un géotechnicien. Les actions correctives associées sont identifiées et renseignées dans le tableau de suivi. Observation formulée à la suite du constat : Le prochain audit devra intégrer l'ensemble des prescriptions applicables, notamment celles issues de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières ainsi que celles de la rubrique 2515 (régime enregistrement).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bilan Annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 9.3.1
Thème(s) : Autre, Bilan Annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">• une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté, notamment du chapitre 9.2. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils

<p>sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ; • un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ; • le bilan du suivi des plantations ; • un bilan des mesures d'accompagnement, réduction, évitement ; • le bilan des réunions de la commission locale d'information des riverains ; • tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ; • la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ; • le plan d'exploitation et de remise en état.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport annuel environnemental 2025 pour le site de Tautavel Vingrau.</p> <p>Ce bilan présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ § 4:un bilan de la surveillance des émissions et de leurs effets ; ◦ § 2.1 : un bilan de l'activité de l'année ; ◦ § 2.3 : l'état d'avancement au regard du phasage d'exploitation et du réaménagement ◦ § 5.3 : le suivi des plantations ◦ § 5.1 & 5.2 : les mesures d'accompagnement et de réduction ◦ § 6.1 : des éléments sur la réunion annuelle de la commission locale de concertation et de suivi
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plans des carrière à ciel ouvert

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plans des carrière à ciel ouvert</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état ; • la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la mise à jour du 10/03/2026 du plan de la carrière de Coume Roujou Saki sur lequel sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la limite de l'autorisation ; • la bande des 10 m ; • les bornes ;

- la limite d'exploitation ;
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude
- les surface S1, S2, S3 en référence au calcul des garanties financières ;
- la surface remise en état.

L'exploitant confirme la mise à jour annuelle du plan d'exploitation par relevé photogrammétrique par drone.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Limites des excavations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1

Thème(s) : Risques accidentels, Les bords des excavations

Prescription contrôlée :

14.1. Exploitations à ciel ouvert :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Constats :

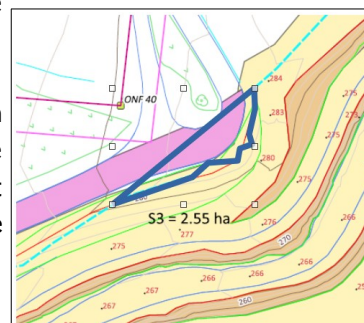
Le plan d'exploitation présenté fait apparaître la bande réglementaire des 10 mètres.

Il est constaté qu'une piste située au sud-est du site empiète partiellement sur cette bande sur environ 200 mètres. Cette situation historique ne remet pas en cause la stabilité des terrains environnants.

L'étude de stabilité réalisée en mars 2021 par le bureau d'études ANTEA, dans le cadre du dossier de renouvellement, valide la géométrie actuelle et projetée de l'exploitation. L'exploitant indique respecter ces dispositions.

L'inspection relève toutefois que la limite d'exploitation figurant sur le plan ne couvre pas l'intégralité des zones effectivement exploitées. Un plan complémentaire est présenté, intégrant la limite issue de l'arrêté préfectoral de 1994, englobant ces zones. Les zones d'anciens travaux situées hors du périmètre actuel sont considérées comme réaménagées.

Par ailleurs, l'exploitant envisage une extension ponctuelle (environ 330 m²) afin d'optimiser l'exploitation. Au regard de sa faible emprise et de l'absence d'impact notable, un accord de principe est donné, sous réserve d'une régularisation ultérieure. (voir zone entourée sur le plan ci-contre).



Demande formulée à la suite du constat :

Les zones d'anciens travaux situées en dehors du périmètre d'exploitation doivent être identifiées comme zones remises en état sur le plan d'exploitation.

L'exploitant devra, au préalable, vérifier et confirmer l'état de réaménagement effectif, et en rendre compte dans le bilan annuel 2026

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Clôture, pancartes, bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture, pancartes, bornage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bornes prévues par l'article 5 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières doivent pouvoir être visualisée facilement et de loin, en tenant compte de la végétation de garrigue.</p> <p>En complément de la clôture des zones dangereuses prévue par l'article 13 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles - câble - grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.</p> <p>Au moins une pancarte de signalement des dangers prévue par l'article 13 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, doit être visible en tout point de la clôture.</p> <p>➡ Le bon état de la clôture et la présence des différentes pancartes et bornes sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées sur un registre ouvert à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan de bornage de la carrière sur fond du levé topographique du 07/08/2025.</p> <p>Ce plan recense 27 bornes réparties sur tout le pourtour du périmètre de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant indique que la carrière est fermée par une clôture constituée de 3 fils positionnées proche du pourtour de la zone d'exploitation et non sur le périmètre de l'autorisation qui est beaucoup plus vaste. Les accès à l'intérieur du périmètre clôturé (2 accès pour la carrière Coum Roujou Saki) sont fermés par des barrières. Des panneaux signalant le danger sont positionnés très régulièrement tout le long de la clôture.</p> <p>Le contrôle des clôtures et des pancartes signalant les dangers est réalisé annuellement par la société EXAMETRICS par drones. La dernière vérification est datée du 25/08/2025.</p> <p>Cette méthode permet de visualiser l'ensemble du périmètre du site (difficile d'accès compte tenu de la végétation dense de type garrigue) et d'identifier les défauts.</p> <p>Le rendu est présenté sous la forme d'une carte sur laquelle sont signalés les points d'anomalie.</p> <p>Le relevé 2025 n'ayant pas mis en évidence de défaut, l'exploitant présente le résultat du contrôle 2024 sur lequel sont effectivement signalés plusieurs anomalies : poteaux tordus, sur le sol, inclinés, descellés...</p> <p>Les dates du contrôle des clôtures sont reprises dans le bilan annuel d'activité (§ 2.3.2).</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection a vérifier par sondage, l'état de la clôture, des portails et la présence des pancartes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Débroussaillage
Prescription contrôlée : L'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé s'applique sur une profondeur de 50 mètres autour des zones en exploitation et sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre des pistes. Les opérations de débroussaillage sont réalisées à des périodes limitant l'impact de l'opération sur la faune. L'exploitant doit pouvoir justifier des périodes retenues. ➡ L'exploitant reporte sur un registre tenu à disposition de l'inspection les périodes et les zones ayant fait l'objet d'opérations de débroussaillage.
Constats : Les opérations de débroussaillage réalisées en 2025 sont présentées dans le bilan annuel, ainsi que dans un registre dédié. Une campagne a été menée en octobre 2025 sur la piste d'accès, en concertation avec l'ONF. Les périodes d'intervention sont conformes aux contraintes réglementaires (débroussaillage autorisé uniquement sur la période du 15/08 au 15/03). Toutefois, l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">• les zones soumises à obligation de débroussaillage ne sont pas précisément définies ;• les interventions sont principalement concentrées sur la piste d'accès, sans vision globale des obligations réglementaires . L'exploitant s'interroge par ailleurs sur la pertinence du périmètre réglementaire au regard des caractéristiques du site. <i>Demande formulée à la suite du constat :</i> Les zones soumises à débroussaillage ainsi que les interventions réalisées doivent être précisément définies et reportées sur un plan annexé au bilan annuel. Le cas échéant, une réévaluation du périmètre devra être proposée en lien avec les enjeux du site et l'avis des autorités compétentes
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Prescription contrôlée : Le plan d'exploitation et de remise en état coordonnée comporte 3 phases quinquennales (5 ans) conformément aux plans joints en annexe 3 et respectent les principes suivants : Poursuite de l'extraction en direction du Nord-Est, avec : <ul style="list-style-type: none">➤ En 2024 → 2029 : un carreau à la cote théorique de 240 m NGF et trois plateformes respectivement aux cotes théoriques de 250 m NGF environ, 270 m NGF et 285 m NGF,➤ avec des banquettes intermédiaires aux cotes de 245 m NGF et 260 m NGF.➤ Le front situé entre les cotes théoriques de 285 m NGF et 300 m NGF sera en position définitive ; [...] ➡ Les conditions d'avancement de la carrière par rapport au phasage prévisionnel sont vérifiées annuellement. Le résultat de cette vérification est reporté dans le bilan environnement annuel

prévu à l'article 9.3.1.
<p>Constats :</p> <p>Le bilan annuel 2025 présente l'état d'avancement du phasage d'exploitation et de réaménagement.</p> <p>Pour l'année 2025 le bilan note que « <i>l'activité de Coume Roujou est resté faible à cause de difficultés de planifications court terme ; optimisation en cours des banquettes pour atteindre une hauteur de 15 m en extension finale.</i></p> <p><i>L'avancement est conforme au plan de phasage quinquennal avec une priorité mise sur les chantiers sommitaux à l'est avant d'ouvrir un nouveau niveau pour atteindre le cote finale de fond de fosse dans les prochaines années. »</i></p> <p>L'exploitation apparaît globalement conforme au phasage quinquennal, malgré des ajustements liés à l'évolution des méthodes d'exploitation (passage de gradins de 10 m à 15 m). Des écarts sont toutefois relevés concernant la configuration de certaines plateformes et gradins, actuellement en cours de régularisation.</p> <p>Demande formulée à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit renforcer la justification du respect du phasage dans le bilan annuel, notamment par la production de documents graphiques permettant de comparer le prévisionnel et le réalisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Caractéristiques principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Hauteur de front maximale : 15 m ; ▪ Fruit minimum des fronts de taille : 10° environ par rapport à la verticale ; ▪ Largeur minimale des pistes : 12 m ; ▪ Pente des pistes inférieure ou égale à 15 % ; ▪ Distance entre les bords d'une piste et le talus qu'elle domine supérieure à 2 m. Si cette distance est inférieure à 5 m la piste sera bordée par un dispositif difficilement franchissable. ▪ Vitesse limitée à 40 km/h sur tout le site de la carrière ; ▪ Pente intégratrice des fronts de taille de 56° au maximum.
<p>Constats :</p> <p>D'après le relevé topographique la carrière comprend actuellement 6 gradins dont les fronts présentent les hauteurs suivante du Nord-Est au Sud-Ouest : 12 m (298-310), 11 m (287-298), 9m (276-285), 8 m (267-275), 12 m (254-266), 10 m (244-254).</p> <p>L'exploitant confirme le respect de l'inclinaison des fronts de taille, liée à l'inclinaison des trous de mines ; l'inclinaison de la foreuse est plutôt à 15°.</p> <p>L'exploitant présente le registre informatique concernant la surveillance hebdomadaire de la</p>

<p>carrière avec contrôle notamment de la purge des fronts et des protections des pistes (merlons et blocs).</p> <p>La vitesse est limitée à 40 km/h sur la carrière ; des panneaux à l'entrée de la carrière et à l'entrée de la zone d'exploitation rappellent la limitation de vitesse.</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage le respect de ces dispositions au cours de la visite de terrain. Des écarts ponctuels ont été signalés, notamment pour ce qui concerne la largeur des pistes sur la partie nord et nord-est de la carrière et la hauteur des fronts en périphérie de l'exploitation.</p> <p><i>Demande formulée à la suite du constat :</i></p> <p>Des mesures compensatoires adaptées doivent être mises en œuvre en cas de non-respect des caractéristiques d'exploitation, notamment afin de garantir la sécurité (ex. : mise en place de pièges à blocs).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Cotes de fond de fouille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Cotes de fond de fouille
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Cotes de fond de fouille maximales : Saki Coume Roujou : 225 m NGF ;</p> <p>Épaisseur maximale exploitée : Saki Coume Roujou : 100 m ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan topo la cote de fond de fouille est actuellement à 238 m NGF.</p> <p>L'exploitant confirme qu'il reste un niveau à approfondir pour atteindre la cote de 225 m NGF</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration paysagère
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les mesures prévues dans son dossier de demande pour limiter l'impact sur le paysage, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'extraction se poursuivra en approfondissement sans nouvelle ouverture dans la topographie ; ▪ les installations de traitement mobiles, les équipements et les pistes sont positionnés afin de limiter les perceptions depuis l'extérieur ; ▪ les verses et les merlons paysager sont entretenus (suivi des plantations) ; ▪ les mesures pour limiter les émissions de poussières sont mises en œuvre ; ▪ le réaménagement est coordonné à l'avancement de l'exploitation conformément au plan de phasage.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que la poursuite de l'exploitation respecte le plan de phasage est consiste en un approfondissement de la carrière sans nouvelle ouverture.</p> <p>Les installations de traitement de matériaux mobiles sont positionnées en fond de fouille pour limiter les perceptions extérieures et le merlon paysager implanté au démarrage de la carrière en 1994 continue à être entretenu afin de conserver son intégrité et son rôle de masque paysager.</p> <p>Concernant le réaménagement le rapport annuel environnemental 2025 (cf point de contrôle n°2) précise que : « <i>dans le secteur de Saki, en continuité des précédents réaménagements qui avaient été faits en 2019 et 2020 (apport de terre végétale mélangé avec du stérile de carrière, et plantation de 1570 arbres par l'ONF), un réaménagement de pierriers a été réalisé en 2021 ainsi qu'en 2022. De plus, un vieillissement de front a été réalisé fin 2024 suite à des essais en 2023 pour diminuer sa visibilité depuis le village de Vingrau.</i></p> <p><i>Début 2026 le début du réaménagement du niveau 395 de Coume Roujou a débuté et sera finalisé en cours d'année. »</i></p> <p>Le plan de calcul de la garantie financière pour la phase en cours 2023 → 2028 prévoit la finalisation du réaménagement de la partie nord-est de la carrière.</p> <p><i>Demande formulée à la suite du constat :</i></p> <p>L'exploitant doit renforcer la justification du phasage de réaménagement dans le bilan annuel, en intégrant des éléments cartographiques permettant de comparer les zones prévues et réalisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Réaménagement écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réaménagement écologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès le démarrage de l'exploitation un plan de gestion écologique, établi par une équipe d'écologues, est mis en place afin d'assurer le suivi des mesures d'évitement, de réduction, d'atténuation et de réaménagement.</p> <p>Ce plan de gestion qui présente les actions et mesures mises en place est tenu à la disposition de l'inspection.</p> <p>Ces mesures doivent faire l'objet d'un suivi ciblé afin de valider leur efficacité et au besoin mener à des mesures correctives pour ajuster la trajectoire écologique visée.</p> <p>En particulier le plan de gestion doit prévoir la réalisation d'audits avant travaux, pendant travaux, après chantier avec rédaction d'un compte rendu final, conformément à la mesure A. 3 : Suivi des mesures mises en œuvre prévue dans le dossier de demande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport annuel comprend en annexe 2 le suivi écologique annuel 2025 des 3 carrières réalisé par le bureau d'études ECO-MED. L'année 2025 constitue la quatrième année de suivi sur les 3 carrières.</p> <p>Ce suivi porte du les groupes biologiques suivants : flore, invertébrés, herpétofaune, oiseaux.</p>

<p>L'exploitant confirme que le plan écologique n'a pas été formellement défini (ce point a été identifié dans l'audit interne).</p> <p>Demande formulée à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> formaliser un plan de gestion écologique intégrant les mesures ERC et leur suivi ; compléter le suivi écologique annuel afin de démontrer l'efficacité des mesures mises en œuvre et, le cas échéant, proposer des actions correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Traitement des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fronts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fronts supérieurs reliant le terrain naturel environnant à la zone excavée sont aménagés de manière à assurer leur stabilité à long terme : reprofilage des fronts d'exploitation en falaise munies d'éboulis à leur base par effondrement des banquettes, ou remblaiement partiel ou totale des fronts.</p> <p>Les fronts des niveaux inférieurs sont profilés afin de présenter une surface irrégulière, avec des variations de pente, création de petites corniches et surplombs dans le but de favoriser le développement végétal et animal (zones de refuge pour les chiroptères ou certains oiseaux).</p> <p>Des effondrements ponctuels sont réalisés afin de briser la linéarité des fronts.</p> <p>Les fronts visibles depuis l'extérieur sont artificiellement vieilliss (fronts Sud du site de Saki Coume Roujou, visibles depuis le village de Vingrau).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que le réaménagement du front situé au sud-est est finalisé et respecte les modalités prévues à l'article 8.1.9.3. Ce front a été en parti vieilli artificiellement.</p> <p>Cette situation a été confirmée pendant la visite de terrain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Aménagement des banquettes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 8.1.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des banquettes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fin d'exploitation les banquettes sont réduites à environ 10 m de large avec formation d'une légère pente en direction du front de taille, afin de faciliter le drainage des eaux.</p> <p>De la terre du site est régalée afin de permettre le retour de la végétation naturelle.</p> <p>Des plantations sont réalisées par juxtaposition d'îlots boisés avec des essences correspondant aux espèces locales répertoriées sur le site ou dans les environs Sur certains secteurs les banquettes sont abattues partiellement à l'explosif afin de réaliser un talus d'éboulis en équilibre déblais / remblais à la base des falaises ; localement, la largeur des banquettes est ramenée à 5 m pour la réalisation des éboulis.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme qu'il n'y a pas encore eu finalisation de gradin sur cette première phase d'exploitation.</p> <p>Cf point de contrôle n°10, les aménagements sont prévus d'être réalisés en 2026 pour la banquette 395 en continuité des réaménagements réalisés en 2019 et 2020 avec apport de terre végétale mélangée avec du stérile de carrière, plantation d'arbres par l'ONF, aménagement de pierriers...</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Suivi des plantations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 9.1.9.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des plantations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi de la prise des plantations est mis en place sur au moins 5 ans avec remplacement éventuel des plants qui n'auraient pas pris. Ce suivi est présenté dans le bilan annuel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 5.3 du bilan annuel fait le point sur le suivi des plantations. Pour l'année 2024 il est noté :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ La survie et l'implantation des végétaux réalisés avec l'ONF ont été observées en avril 2023 lors de la CLCS en présence de l'ONF. ◦ La survie des plants est très satisfaisante malgré deux années de sécheresse intense 2023 et 2024. ◦ Lors du passage de l'ONF en avril 2025, les récentes pluies avaient bénéficié aux plants dont beaucoup étaient en fleurs ◦ En octobre 2023, des observations floristiques ont été réalisées par Ecomed ◦ Ecomed a aussi réalisé un suivi de cette zone les 27 et 28 mai 2024 ainsi qu'en juin 2025 <p>L'inspection a vérifié par sondage le respect de ces dispositions au cours de la visite de terrain ; les pluies importantes du début de l'année ont favorisées le « verdissement » du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>